

BRÈVES ÉCONOMIQUES Service économique régional de Canberra

Le Service économique régional (SER) de Canberra est heureux de partager les brèves Australie, Nouvelle-Zélande, Pacifique du 11 avril au 17 avril 2025.

À Retenir

- **Australie** : Retard confirmé dans la construction des principales infrastructures éoliennes du Gippsland dans le Victoria
- **Nouvelle-Zélande** : Les droits de douane américains menacent les exportations
- **Pacifique** : Les Samoa ont déclaré l'état d'urgence face à des coupures d'électricité massives

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Nouvelle-Zélande

2,5%

Inflation au 1^{er} trimestre
2025

L'inflation a légèrement augmenté pour atteindre 2,5 % au 1^{er} trimestre 2025 en g.a, contre 2,2 % au 4^{ème} trimestre 2024. Les principaux facteurs contribuant à cette hausse sont l'augmentation des prix de l'essence, des loyers, du logement et des frais d'études supérieures. Les prix des biens et services importés augmentent de 0,8 % sur le trimestre et de 0,3 % sur l'année. Si l'inflation augmente plus rapidement qu'anticipé par la RBNZ, elle reste dans la fourchette cible de la Banque centrale et ne devrait pas la faire renoncer à de nouvelles baisses de taux. [RNZ](#), [Stats NZ](#)

Retour sur

Le Ministre délégué chargé de la Francophonie et des Partenariats internationaux, Thani Mohamed SOILHI, s'est rendu à Perth pour assister à la conférence « On the Road to UNOC : Indian Ocean Forum », qui s'est tenue les 10 et 11 avril 2025. Cet événement, organisé par l'Ambassade de France, la Minderoo Foundation et la Forrest Research Foundation, a réuni des responsables gouvernementaux, des chercheurs et des acteurs de la société civile pour échanger sur les priorités régionales liées à la préservation de l'océan Indien, en amont de la Conférence des Nations Unies sur les Océans (UNOC). Aux côtés de responsables australiens dont Josh Wilson, Ministre adjoint du changement climatique et Matthew Swinbourn, Ministre de l'Environnement de l'Etat, le Ministre a pris part à des échanges sur : la coopération régionale en matière de préservation des écosystèmes marins, la pêche durable, l'économie bleue, et le changement climatique. Ce fut l'occasion pour la Conseillère Développement durable d'intervenir lors de la séquence sur les aires marines éducatives afin de présenter le concept porté par l'Office Français de la Biodiversité et qui commence à se déployer en Australie.

Le Ministre Thani Mohamed SOILHI a placé la mobilité durable au cœur de sa visite en Australie-Occidentale, avec un temps consacré à la visite du site de production d'Alstom à Bellevue. Le Ministre a notamment salué l'engagement de l'entreprise en matière d'innovation technologique, de formation locale et de partenariats industriels durables. En complément de la visite industrielle, le Ministre a participé à un événement avec la communauté d'affaires française organisé par la FACCI (French-Australian Chamber of Commerce and Industry). Ce moment d'échange avec les représentants d'entreprises implantées en Australie-Occidentale a permis de valoriser le rôle des entreprises françaises dans l'économie locale et de souligner le potentiel de développement de coopérations bilatérales.





AUSTRALIE

La guerre commerciale sino-américaine pourrait faire baisser les prix des importations australiennes

La hausse des droits de douane américains sur la Chine pourrait rediriger une partie des exportations chinoises destinées aux États-Unis vers l'Australie à des prix plus faibles. Pour rappel, la Chine impose un droit de douane de 125 % sur les importations américaines, tandis qu'un droit de 145 % est en place pour les importations chinoises aux États-Unis. Les produits chinois autrefois destinés aux États-Unis, comme les machines, les jouets et les vêtements, devront trouver de nouvelles destinations. Certaines industries australiennes pourraient être menacées. L'industrie sidérurgique australienne surveille l'évolution des importations depuis la Chine et pourrait demander l'instauration de lois anti-dumping pour se protéger. De plus, si la Chine exporte moins d'acier vers les États-Unis, les prix mondiaux de l'acier pourraient baisser, rendant l'acier australien moins compétitif. [ABC](#)

Climat : IFM Investors se retire du programme de crédits carbone de Canberra

IFM Investors, géant australien de l'investissement soutenu par les fonds de pension de l'industrie, annonce son retrait du mécanisme fédéral de crédits carbone (ACCUs), jugeant le dispositif inefficace pour atteindre les objectifs climatiques. L'entreprise estime que sa participation à ce programme n'est pas alignée avec ses engagements de neutralité carbone d'ici 2050 et préfère investir dans des solutions directes de décarbonation. Ce désengagement envoie un signal fort au gouvernement : les grands investisseurs institutionnels attendent une politique climatique plus ambitieuse et rigoureuse. Le retrait d'IFM souligne aussi une perte de confiance croissante envers les mécanismes de compensation perçus comme permissifs. Cette décision pourrait être suivie par d'autres fonds de pension australiens et repositionner le débat public sur la crédibilité des outils fédéraux en matière de transition énergétique. Elle intervient à un moment clé, alors que Canberra cherche à mobiliser davantage de capitaux privés pour atteindre ses objectifs climatiques. [The Australian](#)

BHP enterre le charbon à Mount Arthur : vers une reconversion énergétique en Nouvelle-Galles du Sud ?

BHP a obtenu l'approbation du gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud pour fermer prématurément sa plus grande mine de charbon thermique, Mount Arthur, située près de Muswellbrook. Prévues initialement pour 2045, la fermeture est désormais programmée pour 2030, mettant fin à plus de 60 ans d'exploitation. Cette décision s'inscrit dans une stratégie de transition énergétique, avec des projets de reconversion du site en installation hydroélectrique. Le soutien gouvernemental à cette initiative aligne les objectifs industriels sur les engagements climatiques. En conservant le contrôle du site, BHP empêche toute reprise de l'exploitation charbonnière par d'autres acteurs, dans le but de renforcer son engagement en matière de décarbonation. Cette fermeture anticipée pourrait servir de modèle pour d'autres projets similaires, signalant une évolution vers des pratiques minières plus durables et une économie bas-carbone. [AFR](#)

L'Australie compte toujours accueillir la COP 31 en 2026

Le Premier ministre australien, Anthony Albanese, a annoncé que si son parti est réélu, l'Australie présentera formellement la candidature d'Adelaïde, en Australie-Méridionale, pour organiser la COP31 en 2026, en partenariat avec les nations du Pacifique. Cette initiative vise à renforcer l'engagement de l'Australie dans la lutte contre le changement climatique et à soutenir les pays du Pacifique, particulièrement vulnérables aux impacts climatiques. La décision finale sur l'attribution de l'organisation de la COP31 devrait être prise lors de la prochaine réunion de la COP à Belém, au Brésil, en novembre 2025. Néanmoins, si la Coalition libérale-nationale arrive au pouvoir, elle a indiqué ne pas souhaiter maintenir cette candidature. [ABC](#)

Retard confirmé dans la construction des principales infrastructures éoliennes du Gippsland dans le Victoria

Le gouvernement de l'État de Victoria a fait marche arrière sur le calendrier de livraison des infrastructures essentielles au développement d'une industrie éolienne offshore de 100 Md AUD. Il s'agit notamment du *Victorian Renewable Energy Terminal*, une base d'approvisionnement maritime nécessaire pour faire démarrer l'industrie. Elle ne serait donc pas opérationnelle d'ici la fin 2028 comme initialement prévu. En effet, l'étude de la faisabilité a subi des retards significatifs, suite à la décision du gouvernement fédéral de mettre son veto au projet du port d'Hastings pour des raisons environnementales. Cette situation suscite des inquiétudes chez les promoteurs d'énergies renouvelables, qui craignent que cette modification affecte les plans de transition énergétique et les efforts visant à assurer la sécurité énergétique de la région. [AFR](#)

NOUVELLE-ZELANDE

Les droits de douane américains menacent les exportations

Alors que la Nouvelle-Zélande est touchée par des droits de douane de 10 %, certains exportateurs craignent pour leur production. Les États-Unis sont un partenaire commercial important pour la Nouvelle-Zélande, représentant 12,3 % de ses exportations de marchandises, soit son 3^{ème} client, et 11,6 % de ses importations en 2024, soit son 2^{ème} fournisseur. Parmi les produits d'exportation les plus sensibles à la demande américaine, on trouve le bœuf, les produits laitiers et le vin. Une baisse des importations américaines, couplée à une diminution de la demande mondiale due à la guerre commerciale sino-américaine, pourrait engendrer une baisse du PIB néo-zélandais de 0,03 %, selon une analyse de l'Université de technologie d'Auckland. [Stats NZ](#), [RNZ](#), [RNZ](#)

Un plan à 6,4 Md NZD pour moderniser les infrastructures de santé

Le ministre néo-zélandais de la Santé, Simeon Brown, a dévoilé le tout premier Plan national d'infrastructure de santé, visant à moderniser et étendre les installations publiques de santé à travers le pays. Ce plan comprend 67 projets majeurs pour un coût total de 6,4 Md NZD, répartis sur l'ensemble du territoire. Le plan vise à améliorer les infrastructures vieillissantes et à adapter les établissements aux modèles de soins contemporains. La centralisation des décisions, suite à la création de Health New Zealand, remplace les 20 anciens conseils de santé de district, permettant une meilleure allocation des ressources. Une approche de partenariat public-privé est envisagée, avec la mise en place d'un panel national de partenaires pour la réalisation des projets majeurs, favorisant la collaboration à long terme et l'innovation. Ce plan marque une étape importante dans la politique de santé néo-zélandaise. Il s'inscrit également sur le long terme, avec le développement d'un plan d'infrastructure sur 10 ans pour anticiper les besoins futurs du système de santé. [Pulse+IT](#)

Arrêt progressif d'une institution publique visant à stimuler la transition énergétique

Le gouvernement a annoncé que la New Zealand Green Investment Finance (NZGIF) cessera de faire de nouveaux investissements et réduira son portefeuille actuel. La NZGIF a pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre en Nouvelle-Zélande et d'attirer les investisseurs privés vers des technologies ou projets verts. Le ministre a déclaré que cette institution faisait double emploi avec d'autres fonds gouvernementaux et que son efficacité était limitée. [Beehive](#)

PACIFIQUE

Fidji : réactions face à la mise en place de droits de douane

Suite à l'instauration des droits de douane de 10 % par les États-Unis, les Fidji ont exprimé des préoccupations. Le ministre fidjien du Commerce, Manoa Kamikamica, a indiqué que les autorités surveillent de près la situation, soulignant qu'il est trop tôt pour évaluer les impacts sur le pays. À ce stade, aucune conséquence immédiate n'est attendue pour les Fidji, mais la situation demeure sous observation. Le Premier ministre par intérim, Biman Prasad, a quant à lui exprimé l'espoir que cette situation puisse offrir des opportunités économiques pour les Fidji. Il a suggéré que les perturbations du commerce mondial pourraient favoriser les petites économies insulaires comme celle des Fidji. [Pina](#), [Fijitimes](#)

Le gouvernement de Vanuatu assure la sécurisation des fonds CIIP pour l'achat d'Airbus

Le gouvernement de Vanuatu a rassuré quant à la sécurisation des 20 millions USD issus du Capital Investment Immigration Plan (CIIP), qui correspondent aux premiers versements pour une commande de quatre Airbus A220. Ces fonds restent bloqués chez Airbus suite à la suspension de l'acquisition par l'ancien board d'Air Vanuatu. En l'absence de structure de gouvernance aéronautique crédible, Airbus refuse toute réallocation. Le gouvernement

envisage de s'appuyer sur Fiji Airways pour relancer le transport intérieur. Au-delà de la simple question budgétaire, ce dossier révèle l'enjeu de la connectivité aérienne pour l'économie de l'archipel. Il met aussi en lumière les risques liés à une gouvernance instable et l'importance de bâtir des structures crédibles pour sécuriser des investissements internationaux. Le projet Airbus, initialement pensé comme un levier d'indépendance, devient un révélateur de dépendances politiques et techniques, mais aussi une opportunité de rebond si la réforme est bien menée. [Vanuatu Business Review](#)

Les Samoa ont déclaré l'état d'urgence face à des coupures d'électricité massives

Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence jusqu'au 29 avril pour faire face aux pannes de courant. La crise, causée par des problèmes techniques à la centrale de Fiaga et un câble de transmission défectueux, a entraîné des coupures généralisées sur l'île d'Upolu où se trouve la capitale Apia. Ces pannes ont causé des dommages aux habitations, perturbé les entreprises, avec des pertes totales estimées à 16 % du PIB. Le secteur du tourisme est particulièrement touché : seuls les grands complexes hôteliers disposent de générateurs de secours. Les hôpitaux, écoles et foyers subissent également des interruptions régulières. [The Guardian](#),

Les pays du Pacifique refusent de signer un accord de l'OMI

Les dirigeants du Pacifique et leurs alliés ont refusé de soutenir un accord de l'OMI (Organisation Maritime Internationale) à Londres sur les émissions du transport maritime, le jugeant insuffisant. Ils proposaient une taxe universelle sur les émissions de gaz à effet de serre pour réduire fortement ces émissions et financer les pays les plus touchés par le changement climatique. De nouvelles discussions auront lieu du 30 septembre au 4 octobre à l'OMI lors de la 82^e session du MEPC (Comité de protection du milieu marin). [RNZ News](#)

Des opérations minières en eaux profondes pourraient voir le jour au large d'une île du Pacifique

Impossible Metals, une société privée d'exploitation minière en haute mer, a déclaré mardi qu'elle avait demandé aux responsables fédéraux américains de lancer une enchère commerciale pour l'accès à des gisements de minéraux critiques et notamment de nodules polymétalliques (essentiels à la fabrication de voitures électriques), au large des côtes des Samoa américaines. Cependant, Impossible Metals n'aura pas besoin d'autorisation de l'Autorité internationale des fonds marins (ISA) - créée par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, que les États-Unis n'ont pas ratifiée. Les partisans soulignent que les opérations minières en haute mer nuiraient moins qu'une exploitation terrestre, qui pose souvent problème aux populations, et utiliseront l'intelligence artificielle pour ne pas nuire à la vie aquatique. Néanmoins, les opposants insistent sur le besoin de davantage d'études pour déterminer l'impact de cette pratique sur les écosystèmes. [RNZ News](#)

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dettes publique brute (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
		2023	2023	2023	2024 (p)	2025 (p)	2023	2023			
Australie	27,3 (T3-24)	1 741	64 547	2,0	1,2	2,1	0,3	49,0	4,0 (Mars 25)	4,10 (Fev-25)	2,4 (T4-24)
Nouvelle-Zélande	5,4 (T4-24)	249	47 423	0,6	0,0	1,9	-6,9	45,8	5,1 (T4-24)	3,50 (Avril-25)	2,5 (T1-25)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dettes publique (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2023	2023	2023	2023	2024 (p)	2025 (p)	2023	2023	2022	2023
Papouasie-Nouvelle-Guinée	12,3	31,0	2 524	2,86	4,64	3,68	13,51	52,05	154	2,30
Fidji	0,9	5,5	5 995	7,52	2,99	3,35	-7,65	83,30	104	2,30
Îles Salomon	0,8	1,6	2 121	3,08	2,34	2,49	-10,76	20,90	156	5,09
Vanuatu	0,3	1,2	3 500	2,21	0,85	1,52	-2,15	41,86	140	11,18
Samoa	0,2	0,9	4 469	7,99	9,73	4,24	-3,33	33,43	116	11,98
Kiribati	0,1	0,3	2 232	4,13	5,76	4,14	10,28	11,72	137	9,28
Tonga	0,1	0,5	5 470	1,96	1,77	2,35	-6,65	43,27	98	10,18
Micronésie	0,1	0,5	4 842	0,77	1,05	1,73	3,33	12,42	135	6,21
Îles Marshall	0,04	0,3	7 100	-3,93	5,00	3,50	16,82	18,67	102	7,44
Palaos	0,02	0,3	14 833	0,90	8,08	8,46	-51,81	80,92	71	12,42
Nauru	0,0	0,2	11 846	0,59	1,48	1,37	1,24	20,11	122	4,78
Tuvalu	0,01	0,1	6 200	3,86	3,50	3,01	10,70	7,53	132	7,49

Sources: FMI et données nationales

A NE PAS MANQUER !

Evènements à venir			
Brisbane (QLD)	30 Avril	FACCI Executive Women Series	QLD Executive Women Series
Sydney (NSW)	30 Avril	FACCI Navigating Australian tax compliance in a French Group	NSW Navigating Australian tax compliance in a French Group French-Australian Chamber of Commerce & Industry on Glue Up
Melbourne (QLD)	5 mai	FACET, FrenchTech & French Embassy	VIC Green Tech Summit French-Australian Chamber of Commerce & Industry on Glue Up

Nous contacter : ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr - quentin.chuzet@dgtresor.gouv.fr

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra

6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)